

# Nauru, Atlantide moderne

## Philosophie des malheurs du monde

Jean Lombard<sup>1</sup>

Je vous remercie de votre présence et je mesure tout ce qu'elle a de méritoire, puisque pour prendre la décision d'assister ou non à cette conférence d'aspect énigmatique, vous ne disposiez que du titre et de la notice de présentation qui l'accompagne. Mais ce genre de notices, nous les lisons le doute chevillé au corps parce que nous savons qu'elles sont écrites pour créer un désir, pour provoquer, dans un public qui est encore à trouver, ce premier ralliement si aléatoire et si précieux dont le conférencier va avoir besoin. Et s'agissant de Nauru, la difficulté est plus grande encore, parce qu'il s'agit d'un pays que personne - ou presque personne - ne connaît. À tel point que son président, Marcus Stephen, avait adressé au monde entier, le 18 juillet dernier, dans les colonnes du *New York Times*, un message dont je vous dirai tout à l'heure la terrible formule finale mais qui commence ainsi : « je vous pardonne si vous n'avez jamais entendu parler de mon pays ». Ce qui contient une excellente définition de ce qu'est un pays du *bout du monde*, car indépendamment de la notion d'*éloignement*, le *bout du monde* est surtout ce que nous ne tenons pas à connaître. L'ignorance persistante, dans notre système mondial de surinformation, de ce qui est arrivé à Nauru illustre parfaitement le mécanisme que Günther Anders a appelé « l'aveuglement devant l'Apocalypse »<sup>2</sup>.

Mais avant de vous parler de Nauru, je vous dois deux précisions. La première sur le sujet que je vais aborder, et qui est au fond l'idée de *désastre*, dans une de ses variantes qui est sans doute la moins décrite, celle où le groupe humain est perdu par sa propre réussite, trompé par les idéaux qu'on l'a persuadé de poursuivre et alors même qu'il les a finalement atteints. Avec l'objet lointain qu'est Nauru bien mieux qu'avec un objet proche - c'est la leçon du choix qu'avait fait Platon avec l'Atlantide - nous allons examiner cette catastrophe si particulière que constitue la richesse lorsque sa démesure lui donne un tour fatal. Je vous parlerai de l'aventure tragique de cette petite *île perdue* du Pacifique central, perdue au double sens du mot. Au sens d'*isolée*, comme le rappelle l'étymologie, car c'est le sens originel d'*insula*, le mot par lequel le latin désignait non pas seulement les terres entourées d'eau de tous côtés mais tous les lieux coupés de la présence du gros du troupeau humain. *Insula*, c'était aussi bien un groupe de maisons, un hameau non aggloméré à un village. Mais Nauru est aussi une île perdue en un second sens, celui où on parle d'une *perte*, ici la perte par les Nauruans de ce qui était le support de leur vie, la source de leurs espérances, la substance de leurs rêves. C'est comme emblème de toute perte essentielle que peut subir l'humanité, comme paradigme de toute situation de *perdition*, que je voudrais vous parler de ce pays ruiné par ce que nous continuons à appeler *prospérité*. D'une certaine façon, il nous annonce nos propres lendemains, car dans le village planétaire, toute catastrophe concerne, réellement ou métaphoriquement, l'avenir de l'humanité tout entière. La modernité est d'ailleurs ou du moins se pense comme l'ère des catastrophes, climatiques, économiques, sanitaires, sociales, politiques, financières. Et chaque catastrophe est un événement *absolu*, une rupture du cours de l'histoire. Elle instaure un nouvel ordre des choses, un nouveau mal, une nouvelle crainte. Le 11 septembre existe non pas parce qu'il est le lendemain du 10, mais parce que justement à bien des égards il ne l'est pas. La catastrophe est un écart irréductible avec ce qui pouvait être attendu ou prédit<sup>3</sup>. Et ce qui la caractérise, ce n'est pas tant d'être imprévue que d'être inévitable<sup>4</sup>.

C'était vrai, déjà, de la peste d'Athènes au temps de Périclès, de la destruction de Pompéi par le Vésuve, et tout autant de l'inondation de la Zélande au 15<sup>ème</sup> siècle, du krach de 1929, de Tchernobyl en 1986, des tsunamis récents ou, d'une certaine façon, du *chickungunya* à la Réunion en 2006. Ces exemples divers et dispersés dans le temps ont un air de famille : on y

retrouve, dans des proportions variables, douleur, lamentation, fascination, déploration et sidération. Tous représentent l'abolition d'un équilibre antérieur, une inquiétante altération du fonctionnement des choses, un rappel de la fragilité et de la cruauté du monde.

La seconde précision que je voudrais apporter, surtout en traitant un pareil sujet en milieu insulaire, concerne l'*exemplarité* de l'histoire de Nauru, qui est liée à son insularité. C'est que dès qu'il s'agit de penser le monde, les îles ont une sorte d'effet de loupe. Une île est par essence à la fois une partie infime du monde et un monde entier, un univers délimité mais complet, une terre qui sépare par la distance mais relie par la traversée. Jean Desanti, qu'on interrogeait un jour sur la Corse, son île natale, faisait remarquer que « l'insularité est l'unité d'un enfermement et d'une ouverture ». Ce n'est pas par hasard, et en tout cas ce n'est sans doute pas seulement pour des raisons de vraisemblance *géologique*, que Platon avait choisi l'engloutissement d'une île, l'*Atlantide*, pour représenter, dans des textes inoubliables du *Timée* et du *Critias*, la disparition d'une civilisation qui était parvenue à son apogée et qui aurait péché par démesure, par excès de luxe et de puissance<sup>5</sup>. La lutte des Athéniens contre les Atlantes que raconte Platon aurait eu lieu environ 10.000 ans avant la naissance de la philosophie et la rédaction de ces textes. C'est pour donner une leçon de vertu à l'Athènes de son temps, à qui il reproche d'être devenue une thalassocratie impérialiste que Platon met en place cette première grande utopie insulaire. Et l'*Utopie* de Thomas Moore est également, comme le seront par la suite beaucoup d'autres utopies, construite sur une île, l'île de *Nulle Part*.

C'est que les îles enseignent davantage et sont de plus grands révélateurs philosophiques, si on peut dire, que les continents. Il faut songer par exemple que l'errance d'Ulysse s'est faite d'île en île (Éole, Ogygie, et ainsi de suite jusqu'à Ithaque) et sous la menace de Poséidon, le dieu des naufrages inter-îles, et que d'une certaine façon ce sont ces déplacements que Platon transposera en concepts sous le nom de philosophie<sup>6</sup>. Je ne peux donc pas évoquer Nauru sans redire à quel point l'insularité est un objet philosophique et sans penser au texte magnifique que Gilles Deleuze consacre à l'idée d'île dans *L'île déserte*<sup>7</sup>.

Je vais maintenant aborder un premier état de la question, avec un énoncé aussi neutre que possible : Nauru, état insulaire de Micronésie, formé d'un atoll de 21 km<sup>2</sup> situé à 42 km de l'Équateur, qui s'était enrichi considérablement à partir des années 1970 avec l'exploitation du phosphate et qui avait atteint un des plus hauts niveaux de vie du monde, a été victime de sa propre richesse en même temps que de l'épuisement de sa source dans les années 1990, jusqu'à connaître une complète et dramatique faillite et à faire banqueroute en 2004. Voilà ce qu'il y aurait à en dire aux hommes d'aujourd'hui, si j'en crois ce que je lis d'habitude. À ce récit de l'ascension et de la chute de ce qu'on a appelé l'« émirat phosphatier » de Nauru, on ajoute parfois une touche de morale sur le peu que nous sommes devant les décrets de la fortune, ou une rapide leçon d'économie et de science politique sur les errements de gestion qui ont pu provoquer un retournement de situation aussi spectaculaire. Au mieux, on évoque un échec du capitalisme<sup>8</sup>, qui en somme se serait mal adapté à un microclimat équatorial. Après quoi, Nauru peut retourner à son statut d'île perdue : aussi bien, une île perdue n'est ni riche ni pauvre tant qu'elle accepte son sort. Pourtant, nous allons voir que Nauru est un fascinant symbole de l'autodestruction de l'humanité, une forme rare de *tsunami sans vague*, lié à un séisme dont l'épicentre serait l'idéal que poursuit la modernité.

### *Il était une fois Nauru...*

Mais de Nauru, l'île aux infimes rivages et néanmoins au destin étincelant, on ne devrait jamais commencer à parler sans avoir dit d'abord : *il était une fois*. Certes, il ne s'agit pas vraiment d'un conte : l'île existe, elle est inscrite sur les cartes, elle se détache devant nos yeux embrumés au terme du vol qui nous conduit jusqu'à elle, elle émerge bien de l'univers

liquide qu'elle défie depuis la nuit des temps. Il y a des hommes et des femmes dont elle est le *pays*, le centre du monde, l'irremplaçable lieu des joies et des tourments de la vie<sup>9</sup>. Elle est le support d'une organisation *politique*, d'un système où on signe des contrats, où on vote, où on administre, où se font et se défont des alliances de gouvernement – il y a eu seize présidences, avec huit présidents différents, entre 1995 et 2007 – et où s'activent la convoitise du pouvoir et les jeux d'intérêt, dans le dénuement d'aujourd'hui comme dans l'opulence d'hier<sup>10</sup>. Elle se prête, comme toute terre humaine, au discours du géographe, de l'historien, de l'économiste. Et dans tous ces divers sens comme dans bien d'autres, on peut dire qu'elle *existe*, qu'elle possède tous les attributs de l'existence. Pourtant, si on se demande de *quelle sorte d'existence* elle existe, on s'aperçoit que c'est d'une existence un peu irréaliste, exactement celle que les contes instituent par la formule *il était une fois*. Nauru apparaît comme contaminée par le caractère *imaginaire* de la ligne de l'Équateur dont elle est si proche<sup>11</sup>. Sur le drapeau nauruan, une bande jaune sur un fond bleu représente l'Équateur traversant l'Océan Pacifique, l'étoile placée juste sous cette bande jaune symbolise la position de l'île, les douze branches de l'étoile rappelant les douze tribus à l'origine de la population et la couleur blanche le phosphate, la grande « richesse » du pays, tour à tour bénie et maudite.

Souvent, cette dimension imaginaire marque aussi le vécu du voyageur qui se rend à Nauru, comme si c'était un déplacement dans une sorte d'*ailleurs* absolu, une incursion hors de l'espace-temps. Par un étrange mécanisme, le trajet semble toujours plus compliqué et plus interminable qu'il ne l'est objectivement : le bout du monde n'est pas une destination comme une autre. Celui-ci vous dira avoir attendu 24 heures aux îles Fidji à la suite d'un retard de l'avion, ce qui peut arriver partout, celui-là racontera comment il a eu du mal à effectuer une réservation parce que son agent de voyages ignorait tout de cette liaison aérienne, ce qui n'est pas très rare non plus. Chacun aura son histoire, mais *tous en auront une*. Quelle que soit la nature, si bénigne soit-elle, de l'incident qui a été à jamais gravé dans la mémoire, elle accrédi-te toujours l'idée d'une sorte de voyage pour nulle part<sup>12</sup>.

Et au fond, ce ne sont pas tant sa position et sa petitesse que l'ignorance étrangement persistante à son sujet qui situent éternellement Nauru aux confins du réel. D'emblée, elle est conçue comme relevant de l'altérité, je veux dire comme prenant place au-delà de cette limite par laquelle nous séparons le *même* de l'*autre* pour organiser notre monde, ne les réunissant que par un acte de la pensée. On peut appliquer à la planète entière ce que Leibniz disait de la ville. Une ville, on ne la voit qu'en partie lorsqu'on se promène dans ses rues, et si on change de quartier, la vue change également puisque dans d'autres rues le décor est différent. Pourtant la ville qu'on voit alors est bien encore la *même* ville, parce qu'une pensée de l'identité vient à l'esprit encadrer la différence de ce qui est donné à la vue. Nauru est au contraire le pays dont, pour de mystérieuses raisons, la différence semble à jamais éclipser l'identité, faisant oublier la communauté indivisible au titre de laquelle elle est tout simplement un *autre quartier* de la même planète, la Terre. Sans doute est-ce par un intense et inconscient désir des Nauruans de l'affirmer – ou peut-être de s'en convaincre eux-mêmes – que s'explique, au moins en partie, l'aventure d'Air Nauru dans les vingt années qui suivirent le premier vol historique de février 1970. Maîtriser les distances, échapper à un destin insulaire, avoir sans cesse un lien avec l'ailleurs, c'est ce qu'ont permis les *Boeing* de la compagnie nationale, desservant tout le Pacifique, générant un « hub » à l'aéroport international de Yaren, portant partout les couleurs du pays et le faisant exister à la face du monde – mais engloutissant à cette fin, de façon sans doute inconsidérée, la moitié des revenus annuels de l'État<sup>13</sup>.

### *Venue au monde d'une île*

Cette insertion si particulière de Nauru dans l'espace a son équivalent dans le temps. Le paradoxe de cette temporalité réside dans l'existence d'une sorte de double histoire du pays. Il y a

d'un côté un temps d'*avant le phosphate*, un immense et presque insondable *autrefois* avec les origines, micronésiennes, mélanésiennes, polynésiennes, dont atteste la langue nauruane. Nauru a longtemps vécu de la culture d'arbres fruitiers, avec une organisation sociale structurée autour de pratiques piscicoles très particulières. Et d'un autre côté, il y a eu le temps le temps compact et accéléré de l'ère du phosphate<sup>14</sup>. La tradition fondatrice, la plus ancienne, a été tenue à l'écart, suspendue, maintenue en parallèle<sup>15</sup> avec l'évolution plus récente au *tempo* plus rapide, et elle n'a repris tout son sens que lorsque le déclin et la faillite sont arrivés. Dans le langage de *Cendrillon*, on pourrait dire qu'à Nauru le carrosse et la citrouille ont coexisté, dans une contradiction muette et angoissante.

Le premier surgissement de Nauru à la vue des autres, qui restera sans suite quelques décennies encore, n'a eu lieu que le 8 novembre 1798, quand, dans un geste prophétique, le capitaine britannique John Fearn s'est approché de l'île avec son baleinier le *Hunter* et s'est prêté à un premier contact avec quelques centaines de Nauruans embarqués dans des canots et se portant vers le navire. Le capitaine apprécie cette rencontre avec une population qui n'a nulle apparence guerrière et qui, ce n'est pas fréquent alors dans la région, ne porte ni armes ni tatouages. Voyant au loin cette île jusqu'alors inconnue, le capitaine Fearn l'admire et il lui laisse à jamais le nom d'*île plaisante*, dont l'emploi aujourd'hui pourrait sembler ambigu ou moqueur, malgré tout le charme que l'on peut encore trouver aux plages, à l'étroite et résiduelle bande côtière ainsi qu'à *Buada Lagoon*, l'unique plan d'eau du pays, où tout nauruan qui vous accueille vous proposera sans doute de vous conduire<sup>16</sup>. Et, peut-être est-ce une autre marque de l'appartenance de Nauru à un univers imaginaire, son nom serait issu de la contraction de la phrase *a-nuau-a-a-ororo* signifiant *je vais à la plage*.

La visite du capitaine Fearn avait été un premier signe de la naissance au monde de Nauru, qui jusque-là n'existait que pour elle-même. Exister, pour une île, c'est aussi exister *pour les autres*, être *découverte*, comme on dit. Plus tard, de nouveaux signes de naissance et de reconnaissance - seront la venue d'évadés de l'île de Norfolk<sup>17</sup> et le débarquement de divers contrebandiers et déserteurs. De ces temps-là datent les premiers récits d'affrontements, de violences, d'atteintes graves aux libertés, les premières alternances de paix et de guerre et même la succession de réputations contraires - tantôt d'île de charme, tantôt de coupe-gorge. Mais c'est ainsi en tout cas que Nauru va véritablement *devenir* une île ouverte au monde, dans la douleur de la tranquillité perdue. C'est une guerre civile tribale où périra en 1878 un tiers de la population qui sera l'épisode décisif de ce changement<sup>18</sup>. Dix ans plus tard, en avril 1888, l'empire allemand va annexer Nauru - officiellement pour mettre fin à un conflit local sans issue et rétablir une paix qui en réalité est menacée surtout par la circulation d'armes importées par les européens<sup>19</sup>. Le commissaire allemand nomme un roi et une reine choisis parmi des chefs locaux. Ces titres demeureront jusqu'en 1920. Les armes et l'alcool sont interdits, l'administration allemande, qui sera toujours peu nombreuse, s'installe, les missions protestantes commencent leur action d'évangélisation<sup>20</sup>. La démographie de Nauru se ressent des maladies qui touchent des populations non encore immunisées. Elle tombera de 1300 personnes en 1890 à 1000 en 1919.

Il faut souligner l'extrême importance que prendra plus tard le seuil de 1500 habitants que la population, d'une façon intuitive, jugera nécessaire, pour assurer à Nauru un avenir. C'est l'origine de l'*Angam Day*, *Angam* voulant dire en nauruan le *jubilé*, avec l'idée d'avoir triomphé des difficultés et d'être de retour chez soi. Cette fête est annuelle : elle commémore l'anniversaire du 26 octobre 1932, date à laquelle est né le premier 1500<sup>ème</sup> nauruan, *Angam Baby*, en fait une petite fille prénommée Eidaruwo. Pour la première fois, le rassurant - mais réversible - palier de survie de 1500 a été atteint : *Angam Day* représente une toute première victoire sur la vulnérabilité, une première glorification de l'art nauruan de la survie.

En réalité, l'aventure moderne de Nauru est déjà tracée. Le destin des Nauruans a été écrit un certain jour de 1896, lorsque le capitaine d'un navire de passage, Henry Denson, a ramassé

sur le sol nauruan une matière qui ressemblait à du bois pétrifié et a décidé de l'emporter en Australie. Quelques temps après, à Sydney, un peu comme Claude Bernard avait découvert dans un coin de son laboratoire des lapins qui deviendront les célèbres *lapins carnivores* de *l'Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, Albert Ellis, employé de la *Compagnie du Pacifique* trouve cet objet étrange, l'examine et a l'idée de le soumettre à l'analyse. Il s'avère qu'il s'agit d'un phosphate d'une grande pureté. L'Australie, qui a besoin de fertiliser ses sols, a besoin de ce phosphate. Elle a besoin de Nauru. Tout va être mis en œuvre pour parvenir à un accord avec les Allemands, pour le moment maîtres du jeu. Au terme de longues tractations, les gouvernements et les compagnies se mettent d'accord, laissant aux Nauruans, au *pro rata* des terres possédées par chacun d'eux, un minime pourcentage des bénéfices de l'exploitation. Celle-ci commence en 1906 et elle va se poursuivre pendant tout le vingtième siècle. Très vite, de la main d'œuvre arrive des îles Gilbert, de Chine, des Carolines, qui sont une colonie allemande, puis de divers pays d'Océanie, les Nauruans étant assez peu enclins à se charger eux-mêmes du travail dans les mines à ciel ouvert. Toute cette immigration laborieuse ne va plus cesser. La prospérité économique et démographique est immédiatement au rendez-vous. À partir de là, l'histoire de Nauru va être celle de l'incessante convoitise dont elle est l'objet, avec des conséquences qui par moments, comme nous allons le voir, vont être terrifiantes.

D'abord, la donne politique et administrative est bouleversée avec l'entrée en guerre du Royaume Uni contre l'Allemagne en 1914. Dès le 7 août, la loi martiale est proclamée par le gouverneur allemand, compte tenu de la présence dans l'île de britanniques et d'australien, qui seront rapidement expulsés. Une « milice de défense » est mise en place. Mais Nauru bientôt n'est plus ravitaillée et les secours qui ont été demandés à *Ocean Island* (aujourd'hui Banaba, l'île haute des Kiribati) lui sont refusés par les autorités britanniques. L'administrateur allemand accepte une reddition sans condition quand la marine australienne réussit à débarquer sur l'île. Le 6 novembre 1914, l'Australie occupe Nauru, qui change de puissance coloniale et devient ainsi territoire britannique, ce dont, comme on s'en doute, la continuité de l'extraction du phosphate n'est absolument pas affectée. Simplement la *Compagnie Pacifique du Phosphate* fait place à la *Compagnie Britannique du Phosphate* qui lui a racheté ses droits.

Se poursuit aussi ce qu'on peut appeler le processus d'*occidentalisation* de Nauru. En 1920, il ne reste que 110 villages sur les 169 d'origine et la religion totémique est abolie. Les Nauruans, qui demandent à être mieux représentés, obtiendront quelques années plus tard la création d'un « Conseil des chefs », à vocation consultative<sup>21</sup>. En même temps, l'écart se creuse entre le mode de vie nauruan, simple mais agréable, donnant pleinement son sens en quelque sorte au « *je vais à la plage* » originel, et celui des immigrés qui travaillent à la mine, amélioré malgré tout par la modernisation de l'extraction et du transport. Les Nauruans, dans l'ensemble, se désintéressent de l'industrie phosphatière qui ne leur rapporte que huit *pences* par tonne, mais même à ce prix une prospérité relative leur est tout de même assurée. Les agriculteurs australiens et néo-zélandais améliorent leurs sols. Chacun trouve donc son compte et la naissance de l'*Angam Baby* vient confirmer qu'on peut tout espérer de l'avenir<sup>22</sup>.

### *Champ de bataille sous l'Équateur*

À cette espèce de rêve tranquille, la seconde guerre mondiale va mettre fin brutalement. La configuration géopolitique a beaucoup changé et pour Nauru elle est sans aucun doute la plus menaçante qui puisse être imaginée. Nauru découvre sa vocation de terre d'élection du pire : l'île va subir à la fois les attaques allemandes et les attaques japonaises. Car l'Allemagne n'a rien oublié et la *Kriegsmarine* qui croise dans l'Océan Pacifique en 1940 est là pour nuire autant qu'elle peut aux intérêts des Alliés. Nauru en est un symbole très particulier et, toutes proportions gardées, très chargé d'histoire : bien des Nauruans s'appellent – c'est encore vrai

aujourd'hui – Karl ou Ludwig. Deux croiseurs allemands s'en prennent aux infrastructures portuaires, qu'ils mettent hors d'usage pour quelques temps, et ils coulent cinq minéraliers en attente de chargement. On considère que c'est le plus grand et le tout dernier « succès » de l'Allemagne nazie dans la région. C'est aussi le signe annonciateur de la mondialisation du conflit et de l'enjeu stratégique supplémentaire que va représenter, à son corps défendant et à son détriment, comme toujours, la petite île de Nauru, car le phosphate est utile non seulement à l'agriculture mais encore, particulièrement en temps de guerre, à la fabrication d'explosifs.

Mais en décembre 1941 survient un nouvel épisode dramatique : ce sont les Japonais qui passent à l'offensive. Deux jours après l'attaque de Pearl Harbour, ils bombardent Nauru, finalement laissée seule devant l'ennemi. Les dirigeants et les cadres du phosphate sont évacués, laissant les employés sur place. Et en août 1942, c'est un corps expéditionnaire de 300 soldats japonais qui débarque. Les européens encore présents sont faits prisonniers. L'occupation s'organise, le rationnement des quelque 1800 Nauruans est institué, la défense de l'île est complétée par des travaux de fortification. C'est de cette période que date la construction d'une piste d'aviation, achevée en septembre 1943 et qui deviendra plus tard l'aéroport moderne d'Air Nauru. Les Japonais ont recours à quelques centaines de travailleurs forcés, Gilbertins (les îles Gilbert s'appellent maintenant Kiribati) mais aussi Nauruans, qui par un véritable retournement du sort deviennent les auxiliaires de 1500 Japonais et Coréens amenés dans l'île. Autre paradoxe, cette période tragique sera la seule où l'occupant, quelque désir qu'il en ait eu, n'aura pas exploité le phosphate. Nauru n'aura été qu'un élément dans la ligne de défense du Pacifique central. Cette ligne va concentrer les initiatives militaires et attirer les attaques et les contre-attaques. En mars 1943 ce sont les forces américaines, cette fois, qui bombardent Nauru. Elles endommagent à nouveau le port et détruisent une quinzaine d'avions japonais. En novembre, elles s'empareront des îles Gilbert à la bataille de Tarawa<sup>23</sup>. Mais la stratégie des Américains n'est pas de débarquer dans les îles, de les occuper ni de les libérer, elle est seulement d'isoler et d'affaiblir les positions japonaises pour pouvoir gagner la guerre au plus vite. Entièrement isolée de ses sources d'approvisionnement tant occidentales qu'orientales, Nauru connaît la famine.

Coup de grâce, les Japonais déportent les deux tiers de la population, 1200 Nauruans sur 1800, dans les îles Truk, à près de 2000 kilomètres de chez eux, en tant que travailleurs forcés et dans des conditions abominables. Beaucoup seront atteints du typhus ou de la dysenterie. Le travail forcé concerne la construction, là aussi, d'une piste d'atterrissage. Les déportés nauruans n'ont plus de lien avec leurs familles. Ils reconnaissent à peine leur pays lorsqu'ils y sont ramenés le 31 janvier 1946 et ils comprennent seulement alors que la guerre est finie. Et en fait seulement un peu plus de 700 reviennent de cet exil pendant lequel leurs compatriotes restés au pays ont enduré les privations et les dures peines de l'occupation et de l'autarcie de fait. Nauru va de nouveau se trouver alors en dessous du fatidique palier de survie de 1500 habitants. La petite Eidaaruwo, l'*Angam Baby*, qui avait marqué la fin de cette hantise du nombre, n'a pas survécu et sa disparition devient un triste symbole inversé. Il n'y a plus que 1369 habitants, contre plus de 1800 en 1940. La petite île qui avait fait vivre tant de monde, en Australie et ailleurs, grâce à l'essor agricole rendu possible par l'apport de son phosphate, n'a pu ni garder ni nourrir ses propres enfants.

Enfin, le 13 septembre 1945, la garnison japonaise signe sa reddition, quelques jours après la capitulation du Japon. Alors l'histoire se répète : après la SDN, l'ONU confie à son tour la gestion de Nauru au Royaume Uni, à la Nouvelle Zélande et à l'Australie, celle-ci intervenant de nouveau toute seule dans la pratique. La *Commission Britannique du Phosphate* reprend aussitôt du service. En 1948, elle reverse 2% des revenus aux Nauruans et 1% à l'administration de l'île. Les mauvaises conditions de travail faites aux ouvriers, dans un pays entièrement à reconstruire, seront à l'origine d'une émeute qui entraînera la proclamation de l'état d'urgence et une répression très dure<sup>24</sup>.

## *Naissance d'une nation*

Commence alors le temps de la contestation. Sans doute remarquerez-vous que je tiens à ne laisser de côté aucun épisode de cette histoire. Je le fais au nom d'un principe qui est celui des contes, précisément : les enfants ne veulent jamais qu'on oublie la moindre parcelle du récit et ils protestent si vous le faites. Donc, quelques années après la fin de la guerre, les Nauruans ne ressentent qu'assez peu les retombées économiques de l'activité minière et ils jugent que leurs revendications ne sont pas suffisamment prises en compte. Ils s'en plaignent officiellement auprès de leur tutelle et auprès des Nations Unies et ils obtiennent en 1951 la création d'un « Conseil de gouvernement local » élu, composé de neuf membres, qui aura à sa tête Hammer Deroburt, rescapé de la déportation aux îles Truk, futur président de la République. Ce conseil va devenir une force d'opposition à l'autorité de tutelle et à ses représentants sur place. Hammer Deroburt avait été parmi les premiers Nauruans à quitter le pays pour aller étudier en Australie, d'où il était revenu diplômé un peu avant le débarquement japonais. Il est mieux placé que quiconque pour savoir les souffrances que son pays a endurées et pour comprendre qu'il est une véritable mine d'or. Néanmoins, le conseil de gouvernement reste largement sous le contrôle de l'administration australienne, ce qui entraîne la revendication d'un pouvoir politique local plus important et de *royalties* plus élevées, compte tenu des perspectives de baisse de la production à long terme, dont on commence déjà à parler. Une réévaluation substantielle a lieu en 1964. Les *royalties* sont à partir de là distribués en attribuant 22 % aux Nauruans eux-mêmes et en versant 14 % pour l'administration de l'île. Le cours mondial du phosphate est désormais pris en compte et non plus le prix inférieur d'au moins un tiers qui était pratiqué.

Hammer Deroburt est pour les Australiens un interlocuteur idéal, puisqu'il a été formé en Australie, et en même temps un adversaire habile et exigeant. Il ne cessera plus de conduire les négociations qui déboucheront sur l'indépendance. Pour l'Australie, l'enjeu est de taille, car le prix du phosphate atteint des sommets : 40 dollars australiens la tonne dans les années 60, et Nauru produit un million de tonnes par an. C'est cependant dans des circonstances surprenantes que Nauru va naître encore une fois - et d'une certaine façon la dernière. Des poissons de l'espèce *tilapia du Mozambique*, de son nom savant *Oreochromis mossambicus* sont introduits en 1961 dans les eaux de *Buada Lagoon* afin de relancer, en principe, la pisciculture traditionnelle. La multiplication inattendue de ces poissons vient concurrencer les *poissons-lait*, qui n'atteignent plus alors la taille prescrite pour la consommation. Cela amène nombre d'éleveurs à abandonner la pisciculture, les *tilapias* eux-mêmes étant peu appréciés.

Cette question de l'avenir de la pêche vient s'ajouter à celle de la déperdition du sol provoquée par l'extraction minière pour faire considérer que le pays n'est plus viable. D'un coup, c'est l'île entière qui semble condamnée. Les Australiens préparent alors un projet de transfert de la population de Nauru vers l'île Fraser puis vers l'île Curtis, proches du Queensland, la contrepartie étant évidemment que l'Australie disposera du phosphate de Nauru vidée de ses habitants et pleinement disponible pour leurs intérêts. Ils pourraient alors creuser sans trêve et sans obstacle *humain*, jusqu'à ce que cette terre n'en soit plus une, jusqu'à ce qu'elle se réduise à un caillou désertique, fait de trous et de pitons rocheux sans valeur.

Les Nauruans ne sont pas opposés à l'idée d'un transfert, mais à condition qu'il aboutisse à terme à leur *indépendance* sur l'île Curtis. Les Australiens refusent cette perspective et le projet est donc abandonné. L'autodétermination de Nauru, conformément aux principes des Nations Unies, est l'objectif pour lequel se bat Hammer Deroburt et cette évolution apparaît à partir de là inévitable. La *Commission Britannique du Phosphate* parvient à se faire indemniser et à retarder jusqu'en 1970 le transfert de l'industrie du phosphate, mais des accords signés dès 1967 accordent l'indépendance à Nauru. La naissance de la République de Nauru<sup>25</sup> est fêtée le 31 janvier 1968, jour du vingt-deuxième anniversaire du retour des déportés des

îles Truk. Les Nauruans ont récupéré leur trésor dont la confiscation les aura finalement conduits à conquérir en même temps leur liberté. Ils contrôlent entièrement le phosphate et ses revenus et ils savent qu'ils ont au moins trente ans d'exploitation du phosphate devant eux. Grâce aux avancées réalisées vers la fin de la tutelle australienne, la qualité des soins et de l'éducation s'est améliorée et désormais on se rend sans difficulté à l'étranger pour étudier. Les actifs gérés par le pays atteignent 500.000 dollars australiens par habitant et avec les prix record qui seront atteints par le phosphate dans les années 1970, la population va connaître le second plus haut niveau de vie du monde, juste après l'Arabie Saoudite. Nauru adopte alors, en les empruntant à l'Occident, toutes les pratiques de cette société de consommation que nous connaissons, où, comme disait si bien Jean Baudrillard, le monde des choses et des besoins devient l'objet d'une hystérie généralisée<sup>26</sup>.

### *De la terre à la lune : petite dialectique de l'apogée et du déclin*

C'est alors, en effet, que commence pour Nauru une période tellement faste qu'aujourd'hui encore les habitants l'évoquent comme un inoubliable *âge d'or*. Mais sur le moment, les Nauruans ne l'ont pas su, parce qu'une apogée ne peut pas être saisie comme étant *en cours*, tout comme le verbe *être heureux* n'a pas vraiment d'indicatif présent, au sens où le sentiment de bonheur relève presque toujours d'une reconstitution ultérieure. Mais quoi qu'il en soit de ce caractère « antérograde » de tout *âge d'or*, celui de Nauru présente la particularité d'être en tous points conforme à ces idéaux de *croissance* que la modernité nous présente comme étant la seule voie possible pour l'humanité et de ce fait nous enjoint inlassablement de poursuivre. La prospérité presque inimaginable de Nauru a pourtant été d'emblée la face cachée de sa déchéance, la voie par laquelle est entré tout ce qui à terme ferait sa perte, alors même que la fin du phosphate avait été anticipée et que tout avait été fait pour garantir l'avenir du pays.

Mais par définition, le *revers de fortune* ne concerne que ceux qui ont de la fortune et ce qu'on appelle aujourd'hui la *crise* montre bien que même les régulations les plus savantes n'assurent la protection de personne et ne garantissent jamais la stabilité du système ni le maintien hors de danger de ceux qui en sont partie prenante. On sait aussi que l'idée de régulation est fondamentalement incongrue dans un monde gouverné par l'idéologie hyperlibérale. Le terme de *crise* lui-même, au-delà de son contenu spécifique tel qu'il peut être analysé par les économistes, exerce une fonction purement rhétorique : il présente comme éminemment réversible un état de ralentissement ou de panne qui est en réalité une modalité *chronique* de l'organisation des échanges, de l'état des sociétés et d'une conception jamais remise en cause de la façon dont doit aller le monde. En tout cas, lorsque naît la République de Nauru, le contexte économique est particulièrement favorable. Les gisements de phosphate de Makatea, dans l'archipel des Tuamutu, et de Banaba, non loin de Nauru, sont soit déjà épuisés soit sur le point de l'être. Le cours mondial atteint 68 dollars la tonne en 1975. Les recettes de l'État deviennent énormes, permettant la réalisation dans l'île d'un programme d'équipements ambitieux : *Civic Center* avec centre de conférence, hôtel international de plus de 100 chambres à Menen, agrandissement et réaménagement de l'aéroport, rénovation de la route de ceinture, développement spectaculaire d'Air Nauru, installation d'un hôpital moderne, les malades pouvant aussi être envoyés en Australie si on estime que leur état le nécessite et des résidences ayant été achetées pour accueillir sur place, à Melbourne, leurs accompagnants et leurs familles. Comme le dit très bien Luc Folliet, à cette époque « l'État fait tout, fournit tout, pourvoit à tout »<sup>27</sup>.

Les citoyens, qui ne paient pas d'impôts directs, voient eux aussi leurs revenus monter en flèche et ils importent en grande quantité voitures, téléviseurs, appareils électroménagers. En 1992, par exemple, j'avais pu constater que la tranquille ronde dominicale des voitures autour de l'île ne cessait pas, donnant l'impression d'une nation désœuvrée en promenade sur son

propre sol. Par plaques, le vert du gazon, au bord de la route, était bleui par les boîtes de bière d'une certaine marque australienne jetées à terre par les automobilistes. Devant les maisons, des *tremplines* rouillés témoignaient d'une pratique du sport ancienne et interrompue, suggérant que n'importe quel vendeur trouverait à écouler n'importe quelle marchandise auprès d'une clientèle fortunée, tout simplement parce que dépenser était devenu un plaisir de la vie. Bernard Steigler<sup>28</sup> a analysé le consumérisme comme un système d'*addiction* dans lequel la « société de consommation n'est plus productrice de désirs mais de dépendances ». Bien entendu, les supermarchés vendent désormais une alimentation industrielle et toutes sortes de produits de luxe. Les loisirs les plus coûteux sont à la mode, comme le golf ou les voyages pour assister à des matches de football en Australie ou jouer dans des casinos de la région. Le *shopping* à l'étranger est frénétique. En même temps, les services aux personnes sont gratuits et même le personnel de maison est rémunéré par l'État. L'électricité n'est pas facturée. Les Nauruans sont de riches rentiers : leur train de vie est assuré et ils peuvent se consacrer aux fêtes de famille, aux loisirs et aux plaisirs de la consommation, aux parties de golf avec leurs voisins et avec leurs ministres pendant que s'activent, dans les nombreuses tâches indispensables au fonctionnement du pays, les chinois et les travailleurs océaniens. Beaucoup d'analyses du Nauru de cette époque tendent à interpréter la ruine du pays dans les années 2000 de façon moralisatrice, comme le résultat finalement mérité d'un laisser-aller lié à une richesse *facile*. Pourtant, au-delà de ce schéma plus ou moins hérité de l'idée chrétienne de punition des fautes, il s'agit d'un mode de vie qui s'appuyait sur une fortune légitime et sur des pratiques de consommation dont la modernité fait chaque jour la promotion, rappelant sans cesse que le salut est dans la *croissance*, créatrice d'*emploi*.

Cette richesse, dont l'utilisation était pourtant démesurée<sup>29</sup>, était ressentie comme un signe normal de réussite. En 1982, lors de la visite officielle de la reine Elizabeth II dans l'île, Nauru sera même citée en exemple, en tant que modèle de développement pour les États du Pacifique<sup>30</sup>. Le petit pays se grise d'une nouvelle sorte de grandeur mais ses dirigeants restent conscients de la nécessité où ils se trouvent de se préparer à vivre dans quelques dizaines d'années *sans la manne du phosphate*. Compte-tenu de l'analogie, réelle ou supposée, des problématiques en cause, ils s'inspirent du modèle du Koweït et ils se lancent dans des programmes d'investissement tant immobilier que financier considérables, un peu partout dans le monde, tout en créant une sorte de collectivisme, de socialisme nauruan utopique par certains côtés mais bien réel. En tout cas, Nauru n'a pas été l'« État-cigale » qu'on a dit si souvent. Il y a eu aussi en elle de la fourmi et son histoire ne se ramène pas du tout comme la morale économique bien-pensante et convenue voudrait toujours le faire croire pour culpabiliser celui qui est démuné, à une gestion imprévoyante. L'*investissement durable*, comme on pourrait dire aujourd'hui, a été systématiquement recherché afin de prendre dans l'avenir le relai des revenus du phosphate. Des conseillers, notamment venus d'Australie, suggèrent des placements. En 1977, un gratte-ciel resté légendaire, *Nauru House*, est édifié à Melbourne, sur Collins Street, au cœur du quartier des affaires<sup>31</sup>. Le *Queen Victoria Hospital* de Melbourne reçoit un investissement nauruan de 50 millions de dollars. Des hôtels de luxe, des centres commerciaux des bâtiments industriels, et quantité d'autres immeubles sont bâtis ou acquis par Nauru un peu partout à cette époque. Cette expansion devient vite tentaculaire. Elle gagne Sydney et Brisbane et la colonisation semble s'être inversée : c'est un véritable empire immobilier nauruan qui va naître, croître et embellir, s'étendant jusqu'à Hawaï, à Guam, à Washington, à Houston, à Londres, en Inde, en fait au monde entier. Ce n'est pas pour rien que la mappemonde qui trône dans le salon de l'aéroport représente Nauru triomphante, au centre du monde. Le pays a largement de quoi vivre de ses rentes, pour toujours ou presque.

Il ne s'agit pourtant pas d'un banal comportement d'investisseur, d'une simple logique commerciale et financière. Fondamentalement, il s'agit d'une précaution d'État, d'une sorte de prévention de l'appauvrissement. C'est *aussi* le souci de l'avenir qui est mis en évidence,

en 1989, dans la plainte portée par Nauru contre l'Australie devant la Cour Internationale de Justice pour destruction de son sol, occasionnée par l'extraction de phosphate au temps de la tutelle australienne. Les Nauruans ont compris assez vite que leur richesse pouvait entraîner, paradoxalement, leur pauvreté. Sous leurs yeux, chaque jour ce phosphate qui est extrait du sol les prive de leur sol. C'est leur terre qui disparaît avec ces morceaux de terre qu'on évacue chaque jour. C'est leur sol qui s'en va, qui devient à jamais un espace en creux, une surface tourmentée par l'extraction et qui renvoie toujours davantage la terrible image de la perte et du manque. S'il est un pays qui avant tout autre est venu nous dire le risque de notre destruction par nos propres œuvres, c'est bien Nauru, emblème d'une terre qui devient lune.

### *Autopsie d'une faillite*

Cette version cauchemardesque de la croissance tant vénérée se lit désormais dans les traits de l'île *plaisante* défigurée. Car Nauru est l'emblème hautement instructif de l'impossibilité de réparer par de l'argent les dommages causés par l'argent. Dans le procès pour destruction du sol, l'Australie accepte une négociation hors tribunal : elle versera à Nauru 107 millions de dollars australiens, plus 2,5 millions sur 20 ans au titre de la restauration du centre de l'île. En 1993, la Nouvelle Zélande versera de son côté 12 millions de dollars au titre des terrains agricoles qui ont été perdus. Mais pour reconstituer le sol, il faudrait importer de la terre dans des quantités considérables et la tâche semble tellement démesurée que le plan est abandonné. Les sommes versées serviront à la modernisation des infrastructures, ce qui, paradoxalement dans un dossier de réparation, permettra de prolonger encore un peu les activités et les modes de prospérité qui sont ceux qui ont échoué<sup>32</sup>. Du moins a-t-on compris que la situation de Nauru renvoie à des problématiques environnementales. En 1992, Nauru accueille le 24<sup>ème</sup> *Forum du Pacifique Sud* largement consacré à ce thème et en 1994 la réhabilitation de Nauru sera étudiée par la *Conférence des Petits États Insulaires sur le Développement Durable*.

D'autre part, les signes de dégradation de la situation financière étaient apparus assez tôt. La baisse du cours du phosphate à la fin des années 70 avait été le premier de ces signes, bientôt suivi par la baisse de la quantité extraite annuellement. La politique d'investissements à l'étranger pouvait encore rassurer, même si le rapport de ces placements restait imperceptible - mais la réalité de la situation n'était pas divulguée par les autorités. La crise s'aggrave réellement au fil des années 90, lorsque les coûts de production de phosphate augmentent en raison de l'épuisement des principaux gisements et qu'en même temps le cours du dollar américain rend encore plus onéreuses les importations. Surtout, le déclin de la production de phosphate s'accroît : on passe de 1,67 millions de tonnes en 1986 à 162.000 tonnes en 2002 et en 2003 la production s'arrête<sup>33</sup>. En même temps, les investissements à l'étranger se révèlent tragiquement improductifs, suite à une gestion incertaine et à des chaînes d'erreurs et de corruptions qu'on commence peu à peu à découvrir. Les caisses de l'État ne sont pas vides mais on s'aperçoit qu'elles ne contiennent que 30 millions de dollars australiens et non pas 8 milliards comme on le croyait. Alors les créanciers de l'État se réveillent tous. Et un beau matin, les clients qui se présentent à leur banque s'aperçoivent que le solde de leur compte, qui est parfois créditeur d'un ou deux millions de dollars, n'a plus guère d'importance : de toute manière, il n'y a plus d'argent, la *Bank of Nauru* ne dispose plus d'aucune liquidité.

Il en résulte une instabilité politique qui va durer plus de dix ans et qui traduit bien la situation d'un pays aux abois. D'abord, on va lutter contre le déficit en réduisant toutes les dépenses. Air Nauru vend ses avions - le dernier sera saisi en paiement de dettes de l'État - puis on retarde le versement des salaires des fonctionnaires et on décide quantité de restrictions budgétaires. Ensuite, l'État va tenter, pour la première fois, de diversifier les sources de revenus, avec des essais de développement du tourisme et de la pêche hauturière qui s'avèreront peu concluants. On reconnaît ici les deux temps du schéma classique qui nous semblent

hélas familiers : *rigueur* et *relance*. L'État emprunte et il va emprunter toujours davantage pour rembourser les intérêts des emprunts déjà faits. Il sacrifie pour cela des pans entiers de l'empire extérieur, de la symbolique tour de Melbourne à la totalité des biens en Australie. Ce qui n'est pas vendu est saisi et vice-versa. Les derniers emprunts ne seront jamais remboursés. Nauru est devenue totalement *dépendante* et se trouve placée sous assistance étrangère dans les pires conditions<sup>34</sup>. Elle a réalisé cet idéal inavoué du monde néolibéral de *transformer la ressource en dette*. Non pas la dette comme simple conséquence normale de l'emprunt, mais comme structure fondamentale d'un système de pouvoir fait pour s'approprier des biens en s'appuyant sur la relation asymétrique créancier-débiteur, la *dette fabriquée*<sup>35</sup> - et nous savons aujourd'hui qu'il existe bien un art de la fabrication de la dette.

En 2004, la faillite est totale. Déchus de leur rang de second PIB par tête d'habitant les Nauruans se rapprochent maintenant du seuil de pauvreté. Les banques saisissent des biens en cours de crédit, les liaisons téléphoniques sont coupées, beaucoup de services sont interrompus. Le pays doit absolument tout importer alors qu'il a perdu sa flotte et qu'il dépend de l'arrivée problématique d'un bateau toutes les six semaines. Nauru devient l'emblème d'une pauvreté qui conduit inexorablement, en termes de *comportement* économique et politique, à une longue descente aux enfers. Le souci de survivre, de se procurer toujours et encore *de quoi dépenser*, a fait du pays ce qu'on appelle un *paradis fiscal* et un vaste terrain d'activités illicites : transit incontrôlé de capitaux suspects, dont par exemple 70 milliards de dollars provenant de la mafia russe, blanchiment d'argent sale de toute origine à travers 400 banques *offshore* plus que douteuses, vente de passeports de complaisance à des milieux terroristes ou mafieux, marchandage des votes dans des organisations internationales<sup>36</sup>, par exemple pour faire admettre Taïwan à l'ONU moyennant une aide financière.

Le pire de ces scandales, parfois utilisés un peu trop facilement pour justifier les malheurs du pays par une prétendue immoralité de sa conduite<sup>37</sup>, sera la *solution pacifique* (*Pacific Solution*) : pour faire face à un afflux de réfugiés afghans et irakiens, l'Australie va accorder, au début des années 2000, des avantages à Nauru en échange de l'installation sur son territoire de deux centres de rétention. Le dos au mur, le petit pays se vend pour une subvention annuelle de 30 millions de dollars, quelques bourses d'études et un peu de carburant. Toute une activité de construction, de maintenance, de gardiennage, est générée par ces camps pour *boat-people*. Selon le président de l'époque, René Harris, Nauru n'aurait pas pu survivre sans l'accueil de ces malheureux réfugiés : *No refugees, no Nauru*, disait-il. Ils seront plus de 1200, entassés dans les camps d'internement. Leurs sorties dans l'île – quand elles sont autorisées – sont accompagnées par des Nauruans payés pour cette tâche, faute d'un meilleur emploi. Devant l'impopularité croissante de ce système et les protestations de l'opinion publique en Australie, invoquant à juste titre les droits de l'homme et la *Convention de Genève sur les Réfugiés*, la *solution pacifique* sera abandonnée au bout de cinq ans<sup>38</sup>.

Pendant tout ce temps, Nauru aura été une étrange prison au soleil, dont les murailles étaient l'immensité bleue et les gardiens les compagnons d'infortune des prisonniers. Les camps de rétention sont l'ultime chute de Nauru<sup>39</sup>, de la précarité dans l'exclusion, puis dans le rejet et dans la honte. Cet épisode ne concerne pourtant que l'État, la politique, la nécessité économique. La légendaire hospitalité de Nauru n'en a pas été affectée et on peut même dire que contre toute attente l'*humanité* a survécu : à l'arrivée du bateau, les Nauruans sont venus accueillir ces afghans et irakiens qui n'avaient plus rien, et bien qu'ils aient su leur qualité de prisonniers, ils leur ont offert des fleurs, ils ont chanté pour eux<sup>40</sup>, puis voyant que beaucoup débarquaient pieds nus, ils leur ont, avec un sourire, donné leurs propres chaussures<sup>41</sup>.

### *Sommes-nous tous des Nauruans ?*

Ce n'est donc pas, comme on le voit, l'âme du pays qui s'est perdue, c'est le support matériel de la vie des hommes qui a été mis à mal. Non seulement Nauru a pratiquement perdu ses terres cultivables mais toute sa végétation a reculé. La destruction des milieux par l'exploitation minière, ses nuisances et ses pollutions diverses, compromet la survie des espèces végétales endémiques. L'environnement marin, et tout particulièrement la ceinture de corail, ont été gravement affectés par les rejets industriels et par l'urbanisation désordonnée.

D'autre part, c'est l'*habitation* même de l'île qui se trouve compromise. Les aléas de la fourniture d'énergie ont affecté la production d'eau par désalinisation et le fonctionnement de la centrale électrique, c'est-à-dire en fait toute activité. Par endroits, le pays est devenu une sorte de décharge, un casse où s'entassent des véhicules fantomatiques. Partout la rouille a élu domicile, nous rappelant la belle formule de Zygmunt Bauman : « le rebut est le secret sombre et honteux de toute production »<sup>42</sup>. Des maisons détruites par un incendie sont parfois restées dans l'état où le sinistre les a laissées, faute de moyens matériels et financiers pour les réparer. On trouvait de tout et on ne trouve plus rien. Un peu partout des signes d'interruption de la vie sont apparus. L'île est devenue un cimetière de vieux métaux.

Quant aux habitants, c'est sur leur santé que la richesse a eu ses pires effets. Le passage de l'économie de subsistance à l'hyperconsommation moderne a gravement endommagé la santé publique. La sédentarité, les boissons et les aliments industriels, l'abus des produits en conserve, la mauvaise hygiène de vie, ont placé le pays en tête des records mondiaux pour le taux de diabète et en position très peu enviable dans les classements internationaux pour l'alcoolisme, l'obésité, l'hypertension, les insuffisances rénales et les maladies cardiaques. D'après des enquêtes commencées dans les années 1990, le diabète de type 2 touche 40 % de la population et même 66% des plus de 55 ans. 30% des moins de 25 ans et 50% des personnes âgées sont obèses. L'espérance de vie est tombée à 55 ans et même à moins de 50 ans pour les hommes. La génétique joue un rôle important, car le diabète est très présent dans les pays du Pacifique et les populations polynésiennes et mélanésiennes y sont prédisposées : mais surtout les Nauruans ont eu longtemps un mode de vie à *risque*. On peut même craindre qu'un jour le renouvellement de la population ne soit plus assuré et que le seuil de survie fût lors de l'*Angam Day* redevienne une menace. Un recensement est en cours mais entre celui de 2002 et celui de 2007, l'île avait perdu mille habitants. Nauru est là aussi l'emblème non seulement du caractère éphémère de toute opulence, mais des excès même qui la rendent fatale.

Pour ce qui est enfin les dommages psychologiques et moraux, ils se manifestent principalement par le sentiment de la perte. D'abord de la perte de statut financier qui entraîne avec elle celle du statut personnel<sup>43</sup>. Les plus riches, dont les comptes étaient créditeur des sommes les plus importantes, sont logiquement, mais aussi, paradoxalement, *plus ruinés* encore, si on peut dire. Mais à Nauru, on se montre réservé, on ne dit presque rien des causes de la faillite, même si on aime à évoquer le temps de la grandeur. La désignation de responsables n'est pas dans la tradition et une certaine sagesse, aussi, détourne de la polémique.

Cependant on sait qu'il reste encore quelques atouts qui tiennent à l'*humain*, peut-être plus persistant dans une petite île qui vit sur un mode intime. Un ancien ministre disait : « si on était dans un grand pays on s'entretuerait ». Je me souviens que sur l'aéroport de Nauru, au temps de l'époque faste, on stationnait les *Boeing 737* pour la nuit en bordure de la piste, partiellement à l'abri de grands arbres et sans aucune surveillance. Le secrétaire d'État nauruan à la santé et à l'éducation, auprès de qui je m'étais étonné de cette pratique, m'avait répondu en faisant ce commentaire attendri : « connaissez-vous beaucoup de pays où on peut avoir une telle confiance ? », m'avait-il dit. Un ancien ministre des finances qui à présent s'est mis à la cuisine au bois rappelle aussi que le mode de vie occidental a été une acquisition tardive et que les Nauruans reviennent, contraints et forcés aux techniques et aux traditions

anciennes, à une culture qui a été bouleversée à au moins trois reprises, par l'évangélisation, puis par l'industrialisation, enfin par des pratiques déréglées de consommation. Aujourd'hui, on ne sait plus se procurer sa nourriture dans le lagon comme le faisaient les ancêtres, ni même peut-être, faire l'élevage de poissons dans *Buada Lagoon* selon la tradition.

Les plus jeunes, qui n'ont pas connu l'époque de la grandeur, en relaient la légende. Ils prennent part à cette espèce de tissage d'un *paradis perdu* dont l'humanité a eu de tout temps besoin. L'île désolée pleure, et en même temps elle sourit à des lendemains auxquels elle se prend à rêver. Faisant de nécessité vertu, elle mange plus sainement et elle tente de conjurer la malédiction du diabète. Elle fait des projets pour ce qui reste de terre, pour l'océan plein de richesses et bien entendu - encore et toujours - pour le phosphate : il reste à terminer un peu d'*extraction primaire* et à entreprendre une *extraction secondaire*, plus difficile et donc plus coûteuse, en dessous des pitons rocheux actuels qu'il faudra faire sauter. Plusieurs années ou même dizaines d'années de production devraient être alors possibles. Et ensuite - *on ne sait jamais* - on pourrait imaginer, avec les revenus de ce nouveau phosphate, de faire de *bons placements*, de réaliser des investissements qui *garantiraient l'avenir*. Pourtant on aurait pu penser que les Nauruans avaient appris à leurs dépens à ne plus rien espérer d'*inépuisable*.

### Mythos et logos

Exposant le mythe de l'Atlantide dans le *Timée*, Platon fait remarquer à propos de cette fable qui en toute hypothèse a été largement façonnée par lui qu'il « ne s'agit pas d'une fiction, mais d'une histoire véritable et d'un intérêt capital »<sup>44</sup>. Sans doute craint-il qu'un récit à la fois d'une telle ampleur et aussi redevable à l'imaginaire ne soit pas suffisamment pris au sérieux. C'est un risque qu'assurément on ne court pas avec une aventure comme celle de Nauru, qui n'est que trop vraie. On pourrait même, en ce sens, retourner entièrement l'injonction du *Timée* et dire que l'histoire de Nauru ne prend son véritable sens que par ce qu'elle contient, aussi, au-delà de sa réalité, d'irréductible source de *fiction* infiniment transposable, qui envoie une vive lumière sur la vanité de la course au profit dans laquelle s'épuise l'activité du monde. À l'heure du « réchauffement climatique », marque parfaite d'un déclin tapi dans une apogée, de l'incertitude vertigineuse de la mondialisation, du théâtre d'ombres de la *croissance* et de la *crise*, des cataclysmes financiers qui font de la planète un château de cartes, des saisies massives de biens immobiliers au cœur même du pays natal de la richesse moderne, des failli-tes qui menacent des États, la petite île nous apparaît dans toute la vérité de son destin : Nauru est l'île aux présages, qui désespérément nous fait signe et nous crie : *attention, je suis vous*.

La fonction du mythe, en effet, est de condenser et de révéler ce que la communauté des hommes doit conserver en mémoire pour comprendre le fonctionnement des choses, pour se représenter sa propre existence et pour élaborer les principes auxquels conformer sa conduite. Cette fonction paradigmatique demeure actuelle parce que le passage du *mythos* au *logos*, du récit au discours, ne finit jamais de s'accomplir : le mythe est resté l'« indispensable témoin » dont « le philosophe a besoin pour pouvoir accéder à des réalités passées ou lointaines ». Le mythe est en permanence l'*autre* de la rationalité philosophique, l'indispensable réservoir où s'alimente la pensée<sup>45</sup>. L'aventure de Nauru nous permet de voir de près les lointains, de croire enfin ce que nous savons, de saisir comme dans un miroir le fugitif mais inquiétant reflet de tout effondrement futur, la prophétie globale de ce que j'ai appelé les *malheurs du monde*.

J'en énumère simplement, comme des têtes de chapitre, les principaux aspects en vue d'une réflexion ultérieure. Aspect philosophique, d'abord, car Nauru apporte des éléments pour répondre à la question que posait Jean Baudrillard : *Pourquoi tout n'a-t-il pas disparu ?* Leibniz se demandait « pourquoi y-a-t-il quelque chose plutôt que rien ? », et cette interroga-

tion peut se renverser en une autre tout aussi troublante : *comment peut-il y avoir rien plutôt que quelque chose ?* C'est d'une certaine façon la question que pose Nauru.

De la même façon, Nauru ajoute un chapitre à l'histoire de l'idée de progrès en mettant en évidence sa détermination négative, la *réversibilité*, qui révèle à quel point le désastre peut se présenter avec un *air innocent*, ce qui fait qu'on ne le voit qu'au dernier moment. L'exemple de Nauru nous enseigne « la danse au bord de l'abîme », l'art du « naufrage annoncé »<sup>46</sup>. Et il nous renvoie à une question essentielle de la philosophie antique, celle du bonheur, telle qu'elle apparaît dans le dialogue de Platon qui s'appelle l'*Euthydème*. Nous sommes convenus, rappelle Socrate à un moment crucial de ce texte<sup>47</sup>, que s'il nous était donné des biens en abondance, nous réussirions dans nos entreprises et nous serions *heureux*. Mais pour que ces biens fassent notre bonheur, il y a une condition : il faut qu'ils nous procurent des avantages<sup>48</sup>. Or ils ne nous procurent pas ces avantages par leur seule présence mais par *la manière dont nous les utilisons*. Il n'existe pas de bonheur qui tienne à la seule possession des biens. Il faut aussi savoir *faire usage* des biens, il faut, au sens plein du terme, les *mettre en œuvre*, s'en servir avec rectitude. C'est pour cette raison que la politique, qui a pour fin de faire le bonheur de la cité est, aux yeux de Platon, un *art royal*.

Nauru nous parle en effet de politique et d'économie. Et d'abord en donnant un visage à ce que Virgile avait appelé dans l'*Énéide* « *auri sacra fames* », l'exécrable faim de l'or. Le néolibéralisme essaie de façonner l'existence, il définit et cherche à imposer à toute société, sous prétexte de *modernité*, une norme de compétition généralisée<sup>49</sup>. Il établit et il nous force insidieusement à partager une sorte d'équivalence stricte, d'identité parfaite, entre *vivre* et *consommer*. Il soumet toute existence, collective ou individuelle, à la seule raison économique et il fait en sorte que la *culture*, réduite peu à peu à la rhétorique publicitaire, ait pour unique fin de créer une complète soumission à ce monde absurde.

Nous avons vu aussi comment Nauru, initialement source considérable de richesses, a été entièrement transformée en dette. Le problème est bien entendu d'ordre politique. Platon a analysé dans la *République* « le *désir d'avoir* et ses manifestations économiques dans la succession des mauvaises cités »<sup>50</sup>. Il a montré comment l'économie est ambivalente parce que tout à la fois elle *fait* et elle *défait* la cité. Un objectif de prospérité pousse les hommes à s'unir mais en même temps il contient les germes de la démesure : de ce que l'économie est à l'origine de la cité, ceux qui font des affaires déduisent qu'elle la constitue entièrement<sup>51</sup>. Seule la politique peut réaliser et équilibrer une véritable communauté d'intérêts. Mais si elle ne le fait pas, c'est-à-dire si elle n'impose pas l'ordre qu'elle est seule à pouvoir déterminer, un appétit insatiable de richesse fera courir la cité à sa perte car, à partir d'un certain seuil, le désir de profit et l'extase de la dépense créent des addictions destructrices.

Enfin, la problématique de Nauru a de toute évidence une extraordinaire dimension écologique. Nauru est un *anti-modèle* absolu du développement, un avertissement à l'humanité tout entière. Marcus Stephen, président de Nauru<sup>52</sup>, dont je citais tout à l'heure la première phrase d'un texte paru dans le *New York Times*, voulait dans son message attirer l'attention sur la pollution de la planète, sur le réchauffement climatique, sur le niveau des océans, notamment pour les petits pays du Pacifique, sur la menace climatique au moins aussi grande que la prolifération nucléaire ou le terrorisme international. « Je vous pardonne », disait-il dans cette première phrase, « si vous n'avez jamais entendu parler de mon pays ». Et voici maintenant la dernière, qui la reprend et lui fait écho, et qui pour le moins nous donne à penser : « Oui, je vous pardonne si vous n'avez jamais entendu parler de mon pays mais *vous-même* vous ne vous pardonneriez pas si vous ne tenez pas compte de ce qui nous est arrivé ».

<sup>1</sup> Jean Lombard est philosophe et il a assuré de nombreuses missions d'expertise et de conseil en éducation sur les cinq continents. Vice-Recteur de Nouvelle Calédonie au lendemain des premiers Accords de Matignon (1988), il avait été chargé d'une mission d'étude du système éducatif et de l'appareil de formation de la République de Nauru vers la fin de l'« âge d'or » de ce pays, à l'horizon de son déclin (étude de J. Lombard et F. Bourget publiée en 1992, voir plus loin, p. 5, note 2).

<sup>2</sup> Günther Anders, élève de Husserl et de Heidegger, époux de Hannah Arendt, dit le « semeur de panique », a été notamment le penseur de la destruction de l'humanité.

<sup>3</sup> La catastrophe, c'est toute la représentation du monde qui s'écroule. Et cela est un trait constant. Dès 1755, au lendemain du terrible tremblement de terre de Lisbonne, Rousseau, Kant et Voltaire s'affrontent au plus haut niveau. Voltaire critique avec force l'optimisme ambiant : " Si c'est ici le meilleur des mondes possibles, fait-il dire à son *Candide* contemplant Lisbonne ravagée, que sont donc les autres ? " Le monde créé par Dieu n'est ni bon ni parfait. Kant cherche les *bons côtés* possibles de ce désastre : un tremblement de terre, dit-il, peut faire découvrir des gisements de minéraux intéressants à exploiter ou bien de nouvelles sources thermales. Pourtant l'avantage est bien mince comparé aux destructions et aux milliers de morts. Quant à Rousseau, il juge, comme nous l'avons vu, que la responsabilité du désastre est imputable à l'imprévoyance de hommes : si les Portugais avaient construit leur capitale un plus loin, rien ne serait arrivé et s'ils n'avaient pas vécu dans des maisons mais dans les bois, comme à l'état de nature, ils n'auraient pas été écrasés par leurs propres toits. Autant d'arguments qui montrent que la raison humaine peut vaciller au moins autant que les édifices de Lisbonne ou d'ailleurs...

<sup>4</sup> Il n'y a plus guère de frontière entre catastrophe naturelle ou non. L'argument de Rousseau au sujet du désastre de Lisbonne - si on avait construit la ville ailleurs, elle n'aurait pas été détruite - avait quelque chose de prophétique et il trouve aujourd'hui une application nouvelle : si on n'avait pas construit de centrales nucléaires à tel et tel endroit, le séisme et le tsunami de mars 2011 au Japon n'auraient pas eu les mêmes conséquences. En réalité, la catastrophe est ce contre quoi, précisément, on ne peut se prémunir. Pour prendre un exemple où la liberté humaine devrait en principe permettre d'agir efficacement, celui de la catastrophe financière, rien ne semble s'opposer à ce qu'on tire les leçons de ce qui s'est passé, par exemple lors des précédents séismes boursiers ou bancaires, ou à l'occasion des nombreuses « crises » dont nous menace ou dont on nous berce. Or, on voit bien que les marchés financiers n'arrivent jamais à tirer les leçons de leur propre histoire, pourtant si riche en alertes et en désastres. L'euphorie en période positive (celle où se produisent croissance et profit) semble anesthésier toute projection vers l'avenir, et c'est avec une stupeur toujours nouvelle qu'on accueille la crise suivante. Entre les crises, il s'agit non pas d'être prudent, mais de profiter du gain rapide (profiter au double sens du mot), de justifier la spéculation et le modèle d'existence et la conception du monde qu'elle suppose et illustre.

<sup>5</sup> Sans doute faut-il noter au passage que c'est surtout par l'extraction *minière* que ce luxe était obtenu par les Atlantes, à partir notamment du précieux et mystérieux métal qu'était l'*orichalque*, comme le phosphate merveilleusement pur de Nauru.

<sup>6</sup> Cf. sur ce point Norman Boiron, *Errance et méthode, interpréter le déplacement d'Ulysse à Socrate*, Québec-Paris, Presses de l'Université Laval - Librairie philosophique Vrin, 2011.

<sup>7</sup> Paris, éditions de Minuit, 2002, p. 11. Dès les premières lignes, Deleuze distingue les « îles continentales », c'est-à-dire séparées d'un continent, nées d'une fracture et « qui ont survécu à l'engloutissement de ce qui les retenait », et d'autre part les îles océaniques, « originaires, essentielles », tantôt volcaniques - comme la Réunion - qui nous rappellent que « la terre est sous la mer », tantôt coralliennes, donc filles d'organismes vivants et qui nous rappellent, au contraire, que « la mer est sous la terre », comme l'île de Nauru.

<sup>8</sup> L'excellent ouvrage de Luc Folliet *Nauru, l'île dévastée*, Paris, La Découverte, 2009, a justement pour sous-titre *Comment la civilisation capitaliste a anéanti le pays le plus riche du monde*.

<sup>9</sup> Le document *Nauru, une île à la dérive* réalisé par Juliano Salgado, diffusé sur *Arte* le 14 mars 2009, réunit nombre de témoignages éclairants et émouvants de la si attachante population de Nauru, ayant ou non connu l'« âge d'or » et réfléchissant sur son sort avec une sagesse qui résonne comme celle de l'humanité tout entière au lendemain de ses plus grands malheurs. Voir notamment, vers la fin du document, les déclarations d'une femme malade qui analyse « ce que l'argent permet et ce qu'il ne permet pas », le chœur qui chante comme aux plus beaux jours « Nauru, île des rêves, nous mourrons pour toi » et la belle confession de la jeune Candy parlant de son avenir : « on trébuche souvent sur le chemin vers les sommets ».

<sup>10</sup> Voir par exemple dans *Brèves du Pacifique* du 28/10/2010 l'accusation portée contre une société australienne qui aurait récemment tenté de déstabiliser le parlement pour s'assurer un accès au phosphate nauruan.

<sup>11</sup> Dans un article du *Monde* du 21 septembre 2006, « Un conte écologique en plein Pacifique », D. Dhombres évoquait incidemment le langage du conte en désignant le phosphate comme ayant été pour Nauru la *bonne fée* puis la *mauvaise*.

<sup>12</sup> Cf. par exemple dans l'ouvrage déjà cité de Luc Folliet, pp. 11-15, le récit des difficultés rencontrées pour se rendre à l'aéroport international de Nadi (Fidji) et de toutes les autres circonstances du voyage évoquées alors qu'elles n'ont pas de lien direct avec le vol pour Nauru. Le sentiment d'aller vers l'inconnu est en ce sens fort bien rendu. On sait par ailleurs que le destin de Nauru a été souvent commenté par des gens qui n'y sont jamais allés : un pays de nulle part est très logiquement le bien commun de tous ceux qui ne s'y rendent pas.

<sup>13</sup> Sur le développement d'Air Nauru et sur certains aspects « pharaoniques » de la gestion de la compagnie, cf. *Nauru, l'île dévastée, op. cit.*, pp. 101-104. Le lien avec cet outil national était aussi, de toute évidence, de nature affective. La compagnie qui a succédé à Air Nauru s'appelle *Our Airline*, mais la desserte assurée et la densité du trafic n'ont plus la grandeur d'antan et ne soulèvent plus la même ferveur. « Ah ! Air Nauru, Air Nauru ! » criait avec enthousiasme un petit garçon nauruan en montrant du doigt le Boeing 737 qui approchait dans le ciel clair de l'aéroport de Suva (Fidji), où nous devions embarquer en 1991.

<sup>14</sup> Certaines vagues sont venues de Chine et des Philippines aux alentours de 1200 av. J.-C., d'autres sont récentes, comme l'arrivée des Gilbertins, par exemple. Les douze tribus originelles sont symbolisées par les branches de l'étoile sur le drapeau national.

<sup>15</sup> Un *Nauruan Language Bureau* a été chargé de la défense des intérêts de cette culture et de la langue nauruane, qui, parlée par quelques milliers de personnes, peut difficilement être une langue d'enseignement et se trouve globalement remplacée par

l'anglais à ce titre, comme dans la vie courante. La distance pleine d'un humour nostalgique prise par les « académiciens » de Nauru mérite d'être évoquée. Sur cette problématique et sur l'état du système scolaire de Nauru au début des années 1990, c'est-à-dire pendant l'intéressante période où l'horizon du déclin est déjà perceptible, cf. Jean Lombard et François Bourget, *Le système éducatif de la République de Nauru: description, analyse, propositions*, Nouméa, C.T.R.D.P. Cette étude fait suite à une mission organisée par le Service des relations internationales et de la coopération régionale en éducation (S.R.I.C.) du Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie, à la demande de l'Ambassadeur de France à Nauru en résidence à Suva (Fidji). Le diagnostic qu'il comporte, établi à partir d'une analyse du réseau scolaire et de l'appareil de formation professionnelle de Nauru et les orientations proposées avaient été élaborés dans la perspective – déjà préoccupante alors – de l'*après phosphate*. Cette question retenait l'attention des autorités, ce qui montre que le désastre survenu par la suite n'est pas la conséquence d'une imprévision à mettre sur le compte d'une espèce d'insouciance équatoriale – comme on a trop souvent tenté de le faire.

<sup>16</sup> *Buada Lagoon* n'est pas une lagune et ne communique pas avec la mer. Il est la seule réserve d'eau douce. Il a servi de bassin de pisciculture de poisson-lait durant des siècles. Malgré son abandon à partir des années 1960, cette activité a bénéficié d'efforts récents pour la relancer.

<sup>17</sup> Norfolk, aperçue par Cook en 1774, peuplée à l'origine par des Polynésiens débarqués aux 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles (et dont la civilisation disparaîtra avant l'arrivée des européens) est située entre l'Australie, la Nouvelle Zélande et la Nouvelle Calédonie. Territoire autogouverné associé à l'Australie, elle compte aujourd'hui 2000 habitants (capitale Kingston).

<sup>18</sup> On pense, dans la période précédente, au régime tyrannique établi par John Jones, un irlandais venu en 1830 et qui sera finalement exilé. En 1852, un navire américain est pris d'assaut et il y aura plusieurs tués dans l'équipage, ce qui détourne pour quelques temps les bateaux des rivages de Nauru. La piraterie a en quelque sorte été elle aussi importée. En revanche, un autre évadé de Norfolk, William Harris, s'intégrera à la population et fondera une famille : il aura sept enfants avec une femme de Nauru et il servira d'intermédiaire avec les européens.

<sup>19</sup> Une mission chrétienne et un désarmement total avaient été envisagés comme seule solution pour pacifier l'île, les habitants souhaitant mettre un terme à la situation sans qu'une tribu fasse assez confiance aux autres pour déposer les armes. L'annexion de Nauru correspond en fait à un partage d'influence entre les allemands et les britanniques dans la zone à un instant donné.

<sup>20</sup> La *Bible* est traduite en nauruan à la fin du siècle, un premier dictionnaire nauruan-allemand sera publié en 1907. Les missions catholiques arriveront un peu plus tard, au début du 20<sup>ème</sup> siècle. L'action plus proprement culturelle sera assurée aussi par les missions beaucoup plus que par l'administration. Comme dans d'autres îles du Pacifique, le mariage chrétien va se substituer à la polygamie, les pagnes seront remplacés par des vêtements jugés plus « adaptés », certaines danses traditionnelles seront interdites.

<sup>21</sup> C'est en 1920 que l'Allemagne, par un article du *Traité de Versailles*, renonce à sa souveraineté sur Nauru. La *Société des Nations* place Nauru sous mandat britannique. En 1923, le Royaume Uni, la Nouvelle Zélande et l'Australie s'engagent par le *Nauru Island Agreement* à gérer conjointement Nauru, qui est devenue une colonie du *Commonwealth*. En pratique, il s'agit d'un partage à trois du phosphate et c'est l'Australie qui administre Nauru.

<sup>22</sup> En fait la démographie de Nauru évoluera selon des règles propres mais sera surtout influencée par l'apport de travailleurs du phosphate. Un décompte du *CIA World Factbook* donnera jusqu'à 13.528 habitants, dont 58 % de Nauruans, 26 % d'océaniens divers, 8 % de chinois et 8 % d'occidentaux. On estime que la population est tombée à moins de 10.000 en 2002 et même à moins de 8000 en 2007, suite au départ en 2006 de travailleurs de Tuvalu et Kiribati rentrés chez eux.

<sup>23</sup> Les îles *Gilbert et Ellis* forment depuis la fin des années 1970 deux États, Kiribati (Gilbert) et Tuvalu (Ellis).

<sup>24</sup> Il y aura quatre morts et une dizaine de blessés. Les ouvriers chinois, suspectés de vouloir « importer » la révolution communiste, sont surveillés étroitement et il s'ensuivra un renforcement notable des équipements de la police.

<sup>25</sup> Le président de la République est à la fois le chef de l'État et le chef du gouvernement. Le système du bipartisme est adopté. Nombreux seront, à partir de là, les votes de défiance et les renversements d'alliance. Nous en verrons plus loin un certain nombre d'exemples, dont certains très récents.

<sup>26</sup> *La société de consommation, ses mythes et ses structures*, Paris, 1970.

<sup>27</sup> *Op. cit.* p. 46. Sur la transformation de la vie des Nauruans, cf. pp. 41-53.

<sup>28</sup> « Le consumérisme a atteint ses limites », entretien paru dans *La Tribune*, 23 juillet 2009.

<sup>29</sup> En annonçant la parution du livre de Luc Folliet, *Le Canard enchaîné* avait comparé ces comportements de surconsommation à la « frénésie d'un séminariste lâché dans Pigalle ».

<sup>30</sup> Nauru, qui avait pratiqué pendant la *guerre froide* une politique de neutralité et de non-alignement, a appartenu néanmoins de façon continue au *Commonwealth*.

<sup>31</sup> Cette tour de 183 m. est alors la plus haute d'Australie.

<sup>32</sup> Le rapprochement avec Taïwan permettra en 1991 de financer une relance de l'élevage de *poissons-lait*.

<sup>33</sup> Elle reprendra en 2006 après une intervention sur les infrastructures par une société australienne partenaire.

<sup>34</sup> Une période difficile et agitée a commencé après 1992, année de la mort de Hammer Deroburt. En 1993, une révolte, menée par des femmes, éclate à l'aéroport en réponse à l'inertie des gouvernants et à leurs dépenses inconsidérées. Entre 1999 et 2003, René Harris et Bernard Dowiyogo vont diriger le pays en alternance. En 2003, Ludwig Scotty est élu et la stabilité semble à nouveau possible. Mais suite à un vote de défiance, Ludwig Scotty est démis et René Harris redevient président. Il sera mis en minorité en 2004 au soir de la faillite complète et remplacé encore une fois par Ludwig Scotty, à qui succèdera Marcus Stephen fin 2007. Il convient de rappeler la naissance au début des années 2000 du mouvement *Naero Amo*, « Nauru en premier », par de jeunes politiciens sincèrement désireux de transparence et de changement. On consultera sur ce point Luc Folliet, *op. cit.*, p. 96 et suivantes. Les principaux membres de ce parti entreront plus tard au gouvernement du Président Scotty.

<sup>35</sup> Cf. Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté, essai sur la condition néolibérale*, éd. Amsterdam, Paris, 2011.

<sup>36</sup> Nauru est membre de l'O.N.U depuis 1999.

<sup>37</sup> Le schéma inverse serait évidemment beaucoup plus acceptable, car la moralité a été de tout temps menacée par la pauvreté, surtout quand elle fait suite à une opulence : il est toujours plus tentant de faire en sorte d'*avoir* de l'argent de n'importe quelle manière que d'apprendre comment, dans certaines limites, on peut s'en passer.

<sup>38</sup> En 2007, un rapport australien la dénonce pour son coût exorbitant : un milliard de dollars australiens en cinq ans, cinq fois plus que si les demandeurs d'asile avaient été maintenus sur le territoire australien.

<sup>39</sup> Ce système pourrait être réactualisé. On lit dans *24 heures dans le Pacifique* du 13 juin 2011 que le chef de l'opposition australienne est à Nauru et « a redit son soutien à la réouverture du centre de rétention des immigrés clandestins ». Voir plus loin, p. 17, note 4. Plus récemment, trois États océaniques (États Fédérés de Micronésie, Vanuatu et Nauru) ont rejoint l'OIM (Office international pour les migrations) à l'occasion de la conférence de cette organisation de l'ONU qui a fêté en 2011 son soixantième anniversaire. Selon *Tahiti Info* du 8 décembre 2011, Nauru « multiplie les appels du pied afin de reprendre ce type d'hébergement, pour le compte de Canberra ». Le gouvernement australien, confronté à une saturation de ses propres camps de rétention pour clandestins, a multiplié ces derniers mois les tentatives en vue d'externaliser à nouveau la rétention de ces clandestins demandeurs d'asile. Un projet de camp évoqué en juillet 2010 avec le Timor oriental n'a jamais abouti. En août 2011, à la faveur de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Premier ministre papou, Canberra a signé un accord en vue de ressusciter le camp de Manus. Sprent Dabwido, président de Nauru, a fait savoir que si le gouvernement australien le lui demandait, Nauru pourrait accueillir de nouveau des demandeurs d'asile mais que ceux-ci ne seraient pas incarcérés et resteraient libres de leurs mouvements, libres de travailler, d'envoyer leurs enfants à l'école, etc. Il a précisé : « Nous ne voulons pas enfermer des personnes innocentes. Elles ont besoin d'aide, elles sont à la recherche d'une vie meilleure » (source : *24 heures dans le Pacifique* du 22 novembre 2011). Par la suite, le Président Dabwido a reconnu que la réouverture des centres à Nauru poserait quelques problèmes. L'un d'eux, Topside, héberge maintenant la Corporation de Réhabilitation de Nauru, une administration chargée de réparer l'île détruite par l'exploitation du phosphate. Le second, Stateside, a été transformé depuis en école primaire, selon la radio néo-zélandaise. Sprent Dabwido est néanmoins optimiste, ces problèmes pouvant être facilement résolus (source : *24 heures dans le Pacifique* du 28 décembre 2011).

<sup>40</sup> Ils ont entonné sans doute ce chant si émouvant, si plein d'amour du pays et d'amour des hommes, qui demande à être écouté en ayant à l'esprit tout ce que Nauru a vécu et à ce qu'elle est devenue : « on l'appelle *île plaisante*, il n'y a pas de meilleur endroit, l'île des rêves, l'île de Nauru, elle est faite pour toi, si tu veux venir vivre ici, alors viens, nous t'appelons, nous t'accueillerons avec le drapeau jaune, bleu et blanc, île de Nauru nous mourrons pour toi ».

<sup>41</sup> Cf. *Le Courrier ACP-UE*, janvier - février 2002, pp. 21-22. Cet article très documenté mentionne que selon des observateurs hautement qualifiés, l'Australie, « terre d'asile sans asile » selon la formule du quotidien français *Libération*, aurait dépensé pour la détention à Nauru des 450 premiers afghans recueillis par le bateau norvégien le *Tampa* une somme supérieure à ce qu'aurait coûté la construction d'une maison pour chacun d'eux en Australie.

<sup>42</sup> *Vies perdues, la modernité des exclus*, Payot, Paris, 2006.

<sup>43</sup> « Je suis ruinée » dit une femme à qui la Banque n'a pu payer les 20.000 dollars qui restaient sur son compte. Les propos tenus ici par des habitants sont retranscrits, comme le texte du chant « On l'appelle l'*île plaisante* », à partir du document de Juliano Salgado diffusé la chaîne *Arte*, déjà cité.

<sup>44</sup> Cf. Platon, *Timée*, 26 b-27 b. Sur ce qu'il faut voir de réel et de fictif dans le récit platonicien sur l'Atlantide dans le *Timée* et le *Critias*, on pourra consulter la mise au point de Luc Brisson dans son édition de ces dialogues chez GF-Flammarion, Paris, 2001, pp. 314-325.

<sup>45</sup> Cf. Jean-François Pradeau, *Les mythes platoniciens*, GF-Flammarion, Paris, 2004, p. 9 et suiv.

<sup>46</sup> Jordi Vidal, *Résistance au chaos*, Paris, Allia, 2003, p. 89.

<sup>47</sup> Voir *Euthydème*, 280 b.

<sup>48</sup> Le terme employé par Platon est *ôpheleia*, l'avantage (de *ôphelein*, être utile).

<sup>49</sup> Cf. Jean-François Billeter, *Notes sur Tchouang Tseu et la philosophie*, Paris, Allia, 2010, p. 42 et suivantes.

<sup>50</sup> Platon, *République*, VIII, 543 a-569c et IX, 571a-576b.

<sup>51</sup> Cf. Etienne Helmer, *La part du bronze, Platon et l'économie*, Paris, Vrin, 2010.

<sup>52</sup> Le 10 novembre 2011, le président Stephen, accusé par ses adversaires politiques d'avoir voulu toucher des pots-de-vin pour des contrats de vente de phosphate - ce qu'il a nié - a démissionné plutôt que d'avoir à faire face à une motion de censure, pensant que le gouvernement serait mieux à même de poursuivre son travail avec un nouveau dirigeant. Son ancienne majorité choisit alors Frederick Pitcher, l'un de ses ministres, pour lui succéder. Pitcher est élu et déclarant qu'il ne croit pas aux accusations portées contre Stephen, le nomme ministre de son gouvernement (source : *24 heures dans le Pacifique* du 22 novembre 2011). Quatre jours plus tard, Sprent Dabwido quitte la majorité et rejoint l'opposition, lui donnant la voix nécessaire pour destituer Pitcher. La nouvelle majorité élit Dabwido à la présidence de la République de Nauru le jour-même.